

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 29/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIRMOTOM**

22 rue de la Grande Haie  
77130 Montereau-Fault-Yonne

Références : E/23-2810  
Code AIOT : 0006501883

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de la visite réalisée le 5 octobre 2023, devant la déchèterie du SIRMOTOM implantée Rue des Prés Saint-Martin à Montereau-Fault-Yonne (77130). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRMOTOM
- Rue des Prés Saint-martin 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501883
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SIRMOTOM exploitait actuellement une déchèterie située Rue des Prés Saint-Martin, sur une surface d'environ 4 000 m<sup>2</sup> de la parcelle cadastrale AN 499. Cette déchèterie était soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2-b de la nomenclature des installations classées pour l'environnement (*collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets*), le volume maximal de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant de 540 m<sup>3</sup>.

Le 6 juillet 2022, le SIRMOTOM a déposé un dossier de demande d'autorisation environnementale pour un projet de rénovation et d'agrandissement de cette déchèterie, au titre notamment des rubriques 2710-1 et 2710-2. Le projet consiste en la démolition de la déchèterie actuelle et la reconstruction d'une nouvelle déchèterie, sur une nouvelle emprise foncière d'environ 7 000 m<sup>2</sup>,

comprenant la parcelle limitrophe AN 104.

Lors d'une visite effectuée le 5 octobre 2023 sur un site voisin, le SIRMOTOM avait engagé les travaux de démolition de l'ancien bâtiment situé sur la parcelle AN 104, dans l'attente de l'autorisation environnementale, délivrée par la suite à travers l'arrêté préfectoral n° 2023-35/DCSE/BPE/IC du 8 novembre 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Accès à l'établissement	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15 Arrêté préfectoral du 08/11/2023, article 2.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'occasion de la visite du 5 octobre 2023, il a été constaté qu'un accès à la zone de travaux, destiné notamment aux engins de chantier, avait été aménagé à travers la clôture séparant la parcelle AN 104 de l'établissement voisin, le centre de collecte, de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers exploité par le SYTRADEM au 22 rue de la Grande Haie.

Lors de la visite, cet accès était fermé par un grillage. Toutefois, malgré une signalétique destinée à orienter les usagers, pendant la durée des travaux de rénovation, vers une déchèterie provisoire mise en place à proximité par le SIRMOTOM, au 15 rue de la Grande Haie, il a été constaté que certains usagers pénétraient malgré tout par erreur sur le site de l'unité de valorisation énergétique.

Aussi, il conviendra de matérialiser de manière plus marquée la séparation entre l'accès au chantier en cours sur la parcelle AN 104 et l'établissement exploité par le SYTRADEM, de sorte à empêcher tout accès indésirable.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accès à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15 et Arrêté Préfectoral du 08/11/2023, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès et clôture
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 15 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012</u></p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p><u>Article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 8 novembre 2023</u></p> <p>L'enceinte du site est intégralement clôturée de manière à interdire toute entrée non autorisée. Toutes dispositions sont prises pour qu'en cas de détérioration cette clôture soit réparée dans les plus brefs délais.</p> <p>L'accès au site s'effectue au niveau de la rue des près Saint-Martin.</p> <p>À l'extérieur de l'établissement, les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>Les portes de l'établissement ouvrant sur la voie publique doivent présenter des dimensions ou un</p>

recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manœuvres.

Les accès au site font l'objet d'un contrôle permanent pendant les heures d'ouverture et en dehors de celles-ci. Les accès au site sont fermés en dehors des heures de réception.

**Constats :**

Au cours d'une visite effectuée le 5 octobre 2023 dans un établissement voisin, il a été constaté que les travaux de démolition du bâtiment actuel situé sur la parcelle AN 104, avaient été engagés par le SIRMOTOM, dans le cadre de son projet de rénovation de la déchèterie qu'elle exploite à Montereau-Fault-Yonne.

Or à cette occasion, il a été constaté qu'un accès à la zone de travaux, destiné notamment aux engins de chantier, avait été aménagé à travers la clôture séparant la parcelle AN 104 de l'établissement voisin, le centre de collecte, de transfert et de valorisation énergétique de déchets ménagers exploité par le SYTRADEM au 22 rue de la Grande Haie.

Lors de la visite, cet accès était fermé par un grillage. Toutefois, malgré une signalétique destinée à orienter les usagers, pendant la durée des travaux de rénovation, vers une déchèterie provisoire mise en place à proximité par le SIRMOTOM, au 15 rue de la Grande Haie, il a été constaté que certains usagers pénétraient malgré tout par erreur sur le site de l'unité de valorisation énergétique.

Aussi, il conviendra de matérialiser de manière plus marquée la séparation entre l'accès au chantier en cours sur la parcelle AN 104 et l'établissement exploité par le SYTRADEM, de sorte à empêcher tout accès indésirable.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites